



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des relations avec
les collectivités territoriales
et des affaires juridiques**

Arrêté n°21-DRCTAJ/1- 104

fixant des prescriptions complémentaires à la société SVPM,
pour les installations qu'elle exploite à Saint-Laurent-sur-Sèvre
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

VU l'arrêté n°15-DRCTAJ/1-8 du 8 janvier 2015 autorisant la société SVPM à exploiter des installations de traitements des métaux, sur territoire de la commune de Saint-Laurent-sur-Sèvre ;

VU l'arrêté n°16-DRCTAJ/1-518 du 14 octobre 2016 fixant des prescriptions complémentaires à la société SVPM, pour les installations de traitements des métaux qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Laurent-sur-Sèvre ;

VU le dossier transmis par l'exploitant le 7 octobre 2020 et complété le 20 novembre 2020, relatif à la modification de ligne de traitements de surfaces 2 ;

VU le courrier de l'exploitant daté du 19 avril 2019, concernant l'augmentation de la consommation d'eau du site ;

VU le courrier du 15 septembre 2020, jugeant non substantielle l'augmentation de la consommation d'eau du site, et indiquant qu'un arrêté complémentaire sera pris ultérieurement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 janvier 2021 ;

VU le courrier adressé le 2 décembre 2020 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Considérant que les modifications apportées, consistant au remplacement du tunnel de traitements de surfaces 2 et à l'augmentation de la consommation d'eau du site :

- ne constituent pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2 ;
- ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que les modifications susmentionnées ne constituent pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications susmentionnées constituent une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant n'a présenté aucune observation au terme du délai qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté ;

Arrête

Article 1

Le tableau de l'article 1.1.4 de l'arrêté n°15-DRCTAJ/1-8 du 8 janvier 2015 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

| Rubriques | Désignation des activités | Grandeur caractéristique | Régime* |
|-----------------------------------|--|--------------------------|---------|
| 3260 (rubrique IED principale) | Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³ | 31,6 m ³ | A |
| 2940-2-a | Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) supérieure à 100 kg/j | 160 kg/j | E |
| 2940-3-a | Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) supérieure à 200 kg/j | 1000 kg/j | E |
| 2575 | Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc. sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW | 155 kW | D |

Article 2

Le tableau de l'article 3.4.2 de l'arrêté n°15-DRCTAJ/1-8 du 8 janvier 2015 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

| Installation | Point de rejet | Débit maximal (en m ³ /h) | Paramètre | Concentration maximale (en mg/m ³) | Flux maximal (en g/h) |
|---------------|-------------------------|---|---------------------------|--|--------------------------|
| Chaîne 2 | dégraissage | 10 600 | Alcalins en OH | 10 | 106 |
| Chaîne 3 | dégraissage/passivation | 7 600 | Cr total | 0,2 | 1,52 |
| | | | Acidité totale en H | 0,5 | 3,8 |
| | | | NOx en éq NO ₂ | 200 | 1520 |
| Chaîne PO2 | dégraissage 1 | 11 000 | Alcalins en OH | 10 | 110 |
| | dégraissage 2 | 11 000 | | 10 | 110 |

Article 3

Le tableau de l'article 4.1.1 de l'arrêté n°15-DRCTAJ/1-8 du 8 janvier 2015 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

| Origine de la ressource | Volume annuel en m ³ /an |
|-------------------------|-------------------------------------|
| Réseau public | 12 000 m ³ /an |

Article 4 - Dispositions administratives et recours

Article 4.1 - Publicité et diffusion de l'arrêté

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Laurent-sur-Sèvre pour pouvoir y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Saint-Laurent-sur-Sèvre pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vendée pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 4.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4.3. - Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, les inspecteurs de l'environnement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **24 FEV. 2021**

Le préfet,

Pour le Préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée,


Anne TAGAND

Arrêté n°21-DRCTAJ/1- **104**

fixant des prescriptions complémentaires à la société SVPM, pour les installations qu'elle exploite à Saint-Laurent-sur-Sèvre
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement